

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 1391

1er JUILLET 1982. — Décret modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er, § 1er, de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, modifié par le décret du 16 juin 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. § 1er. L'Exécutif de la Communauté française, ci-après dénommé l'Exécutif, accorde, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des allocations aux élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement artistique de niveau secondaire, ainsi qu'aux étudiants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement artistique de niveau supérieur lorsqu'ils sont de condition peu aisée. »

Art. 2. L'article 5 du décret du 20 juillet 1978 est abrogé et l'article 2 de la loi du 19 juillet 1971 est remplacé par la disposition suivante :

« La présente loi est applicable à tout élève ou étudiant belge inscrit dans un établissement d'enseignement dont la langue d'enseignement est le français, organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat, qu'il soit situé en Belgique ou à l'étranger.

L'Exécutif peut étendre le champ d'application de la présente loi à des élèves et étudiants belges qui font des études à l'étranger dans des établissements autres que ceux que vise l'alinéa 1er.

L'Exécutif peut étendre le champ d'application de la présente loi à des élèves et étudiants étrangers qui résident en Belgique et y font des études. »

Art. 3. A l'article 5 de la même loi, modifié par le décret du 20 juillet 1978, les mots « qui sont âgés de plus de quatorze ans » sont supprimés.

Art. 4. L'article 6 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. § 1er. Les allocations et prêts d'études sont accordés pour une année d'études. Un élève ou étudiant ne peut bénéficier de plusieurs allocations ou de plusieurs prêts d'études à charge de la Communauté française pour une année scolaire ou académique.

§ 2. Les allocations et prêts d'études pour l'enseignement secondaire sont versés avant le 1er janvier de l'année scolaire.

§ 3. Les allocations et prêts d'études pour l'enseignement supérieur sont versés avant le 1er janvier de l'année scolaire ou académique pour les demandeurs ayant réussi les épreuves de l'année précédente lors de la première session d'examens, et avant le 1er avril de l'année scolaire ou académique, pour les demandeurs ayant dû présenter la seconde session. »

Art. 5. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. L'Exécutif rapporte, dans les cas suivants, la décision ayant accordé l'allocation ou le prêt d'études :

1° lorsque le bénéficiaire ne satisfait pas, au moment de l'octroi de l'allocation ou du prêt, à l'une des conditions requises;

2° lorsque, sans motif valable, l'élève ou l'étudiant ne suit pas régulièrement tous les cours et tous les exercices pratiques ou ne se présente pas à tous les examens de fin d'année, y compris ceux de la deuxième session.

La décision de retrait et la demande de remboursement qui s'ensuit sont notifiées au débiteur par lettre recommandée à la poste mentionnant :

- 1° des paiements faits et leur date;
- 2° les motifs pour lesquels le remboursement est exigé;
- 3° la somme totale réclamée.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est chargée d'office :

1° de procéder à la récupération de prêts accordés conformément à l'article 7 de la présente loi;

2° de poursuivre, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, le recouvrement des allocations et prêts d'études exigés, en tout ou en partie.

Un intérêt dont le taux est déterminé par le Roi peut être exigé, si l'étudiant abandonne ses études sans motif valable ou s'il a obtenu l'allocation ou le prêt sur la foi de déclarations inexactes ou incomplètes. »

Art. 6. L'article 12 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 12. § 1er. L'élève ou l'étudiant dont la demande d'allocation ou de prêt a été rejetée, en tout ou en partie, peut introduire une réclamation auprès du service des allocations et des prêts d'études.

La réclamation doit être formée par lettre recommandée à la poste dans les trente jours qui suivent la notification du document indiquant le montant définitif de l'allocation ou du prêt d'études. La réclamation est motivée.

Le fonctionnaire qui dirige le service des allocations et des prêts d'études statue sur la réclamation dans les trente jours de sa réception. Sa décision est motivée. Elle est notifiée par lettre recommandée à la poste.

§ 2. L'élève ou l'étudiant peut introduire un recours auprès du Conseil d'appel des allocations et des prêts d'études :

1° contre une décision de l'Exécutif rapportant, en application de l'article 10, alinéa 1er, une décision ayant accordé une allocation ou un prêt;

2° contre une décision du fonctionnaire dirigeant le service des allocations et des prêts d'études qui a rejeté une réclamation introduite en application du § 1er.

Le recours doit être formé par lettre recommandée à la poste dans les trente jours qui suivent la notification de la décision. Le recours est motivé.

La décision du Conseil d'appel des allocations et des prêts d'études est motivée.

§ 3. Le Conseil d'appel se compose :

- 1° d'un magistrat président;
- 2° de deux membres représentant l'enseignement officiel;
- 3° d'un membre représentant l'enseignement libre non confessionnel;

4° d'un membre représentant l'enseignement libre confessionnel;

5° de deux membres délégués du ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions.

Les membres repris aux 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont choisis par priorité parmi les membres du Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études. Les membres repris au 5° ne peuvent faire ou avoir fait partie du service des allocations et prêts d'études.

Le président et les membres du Conseil d'appel sont nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions.

Leur mandat est de cinq ans et est renouvelable.

En cas de décès ou de démission du président ou d'un membre, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Un suppléant sera désigné pour chaque membre du Conseil d'appel.

Le secrétariat du Conseil d'appel est assuré par le chef du service des allocations et des prêts d'études ou par son délégué, qui siègent sans voix délibérative. »

Art. 7. L'article 16 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 16. § 1er. Un Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études est chargé de donner au ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions, son avis sur les questions intéressant le régime des allocations et des prêts d'études, soit d'initiative, soit à la demande du ministre.

§ 2. Le Conseil doit être consulté :

1° sur la politique générale en matière d'allocations et de prêts d'études;

(1) Session 1981-1982.

Documents du Conseil. — N° 46, n° 1. Projet de décret. — N° 46, n° 2. Rapport.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 juin 1982.

2° sur les crédits requis annuellement et sur leur répartition;
3° sur les projets de décrets et de règlements relatifs à ces matières.

En ces matières, le Conseil doit émettre son avis au plus tard deux mois après avoir été saisi d'une demande d'avis.

§ 3. Le Conseil se compose :

1° de quatre membres effectifs et de deux membres suppléants représentant l'enseignement officiel;

2° de quatre membres effectifs et de deux membres suppléants représentant l'enseignement libre;

3° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire officiel;

4° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire libre;

5° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur officiel;

6° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur libre;

7° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations professionnelles dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques;

8° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant des associations patronales dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques.

Sur proposition du Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions, l'Exécutif de la Communauté française nomme les membres effectifs et les membres suppléants et, parmi les membres effectifs, un président et un vice-président, dont l'un représente l'enseignement supérieur et l'autre l'enseignement secondaire.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le chef du service des allocations et des prêts d'études ou par son délégué.

Le mandat des membres représentant les associations d'étudiants est de deux ans; celui des autres membres de cinq ans.

Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. Le Conseil est convoqué par son président, soit à la demande du Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions, soit à la demande d'un tiers des membres. La demande précise l'ordre du jour.

§ 5. Le Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions, publie chaque année le rapport, établi par le secrétariat du Conseil supérieur, sur les activités du Conseil d'appel, du Conseil supérieur et du service des allocations et des prêts d'études. »

Art. 8. Le 2e alinéa de l'article 10 de la même loi est abrogé.

Art. 9. Le Ministre-membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations et les prêts d'études dans ses attributions, peut coordonner, en ce qu'elles concernent la Communauté française, les dispositions de la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier les terminologies sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Art. 10. L'article 4 du décret du 20 juillet 1978, modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et prêts d'études est abrogé.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre qui suivra la publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4, 5 et 7, qui entrent en vigueur le jour de cette publication.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1er juillet 1982.

Le Ministre-président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre-membre,

Ph. MONFILS

Le Ministre-membre,

R. URBAIN

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 1391

1 JULI 1982

Decreet tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 met betrekking tot de toekenning van vergoedingen en studiebeurzen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het artikel 1, § 1, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van vergoedingen en van studietoelagen, gewijzigd door het decreet van 16 juni 1981, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. § 1. De Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna Executieve genaamd, verleent, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, vergoedingen aan leerlingen van het secundair onderwijs en van het kunstonderwijs van secundair

niveau, evenals aan de studenten van het hoger onderwijs en van het kunstonderwijs van hoger niveau wanneer zij van minder welgestelde afkomst zijn. »

Art. 2. Het artikel 5 van het decreet van 20 juli 1978 wordt ingetrokken en het artikel 2 van de wet van 19 juli 1971 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De huidige wet is toepasselijk op elke Belgische leerling of student ingeschreven in een onderwijsinstelling waarvan de onderwijstaal het Frans is, georganiseerd, geldelijk gestemd of erkend door de Staat, onveranderd of deze in België of in het buitenland is gelegen.

(1) Sessie 1981-1982.

Documenten van de Raad. — Nr. 46, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 46, nr. 2. Verslag. Integraal overzicht. — Discussie en aanneming. Vergadering van 15 juni 1982.

De Executieve mag het toepassingsgebied van de huidige wet uitbreiden tot Belgische leerlingen en studenten die hun studies in het buitenland doen in andere instellingen dan deze beoogd door § 1.

De Executieve mag het toepassingsgebied van de huidige wet uitbreiden tot buitenlandse leerlingen en studenten die in België verblijven en er hun studies doen. »

Art. 3. Bij artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd door het decreet van 20 juli 1978, worden de woorden « die ouder zijn dan veertien jaar » weggelaten.

Art. 4. Het artikel 6 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 6. § 1. De vergoedingen en studietoelagen worden voor een studiejaar verleend. Een leerling of student mag niet van verscheidene vergoedingen of van verscheidene studietoelagen ten laste van de Franse Gemeenschap voor een school- of academisch jaar genieten.

§ 2. De vergoedingen en studietoelagen voor het secundair onderwijs worden vóór 1 januari van het schooljaar gestort.

§ 3. De vergoedingen en studietoelagen voor het hoger onderwijs worden vóór 1 januari van het school- of academisch jaar gestort, voor de verzoekers die geslaagd zijn in de proeven van het vorige jaar bij de examens van de eerste sessie, en vóór 1 april van het school- of academisch jaar, voor de verzoekers die zich bij de tweede sessie aangeboden hebben. »

Art. 5. Het artikel 10 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 10. De Executieve rapporteert, in de volgende gevallen, de beslissing die de vergoeding of de studietoelagen heeft toegestaan :

1° wanneer de begunstigde niet voldoet aan een van de vereiste voorwaarden op het ogenblik van de toekenning van de vergoeding of van de toelage;

2° wanneer, zonder geldige reden, de leerling of de student niet regelmatig al de cursussen of al de praktische oefeningen volgt of zich niet aanbiedt bij de eindexamens, met inbegrip deze van de tweede sessie.

De beslissing van intrekking en de aanvraag van terugbetaling die er uit voortvloeien worden officieel medegedeeld bij middel van een aangetekend schrijven waarin is vermeld :

- 1° de uitgevoerde betalingen en hun datum;
- 2° de beweegredenen voor dewelke de terugbetaling is vereist;
- 3° het totale teruggevorderde bedrag.

De Administratie van de Registratie en van de Domeinen is ambtshalve belast :

1° met over te gaan tot de terugverkrijging van toegestane toelagen overeenkomstig artikel 7 van deze wet;

2° met de invordering te vervolgen van de vereiste vergoedingen en studietoelagen, geheel of gedeeltelijk, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domeinwet van 22 december 1949.

Een interest waarvan het cijfer door de Koning wordt vastgesteld mag worden geëist, indien de student zijn studies, zonder geldige reden, opgeeft, of indien hij de vergoeding of de toelage heeft bekomen op gezag van onjuiste of onvolledige verklaringen. »

Art. 6. Het artikel 12 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 12. § 1. De leerling of de student waarvan de vergoedings- of studiebeursaanvraag, geheel of gedeeltelijk, werd verworpen, mag klacht indienen bij de dienst van vergoedingen en studiebeurzen.

De klacht moet worden opgesteld bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de officiële kennisgeving van het document waarop het definitief bedrag van de vergoeding of de studiebeurs staat vermeld.

De klacht wordt gemotiveerd.

De ambtenaar die de dienst van vergoedingen en studiebeurzen leidt, doet uitspraak over de klacht binnen de dertig dagen van de ontvangst. Zijn beslissing wordt gemotiveerd. Zij wordt bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. De leerling of de student mag een beroep indienen bij de Raad van beroep van vergoedingen en studiebeurzen :

1° tegen een beslissing van de Executieve, bij toepassing van artikel 10, alinea 1, die een beslissing aanhaalt waarbij een vergoeding of studiebeurs werd toegestaan;

2° tegen een beslissing van de ambtenaar die de dienst van vergoedingen en studiebeurzen leidt en die ingediende klacht heeft verworpen bij toepassing van § 1.

Het beroep moet worden opgesteld bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen die volgen op de bekendmaking van de beslissing. Het beroep wordt gemotiveerd.

De beslissing van de Raad van beroep van de vergoedingen en de studiebeurzen wordt gemotiveerd.

§ 3. De Raad van beroep is samengesteld uit :

- 1° een magistraat-voorzitter;
- 2° twee leden die het officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- 3° een lid dat het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigt;
- 4° een lid dat het vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigt;
- 5° twee leden afgevaardigden van de minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft.

De leden hernomen bij de hierbovenvermelde 2°, 3° en 4°, worden bij voorrang verkozen onder de leden van de Hoge Raad van de vergoedingen en studiebeurzen. De leden hernomen bij 5° mogen geen deel uitmaken of uitgemaakt hebben van de dienst der vergoedingen en studiebeurzen.

De voorzitter en de leden van de Raad van beroep worden benoemd door de Executieve van de Franse Gemeenschap op voordracht van de minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft.

Hun mandaat duurt vijf jaar en is hernieuwbaar.

In geval van overlijden of van ontslag van de voorzitter of van een lid, vóór de plaatsvervanger het mandaat van zijn voorganger.

Een plaatsvervanger zal worden aangewezen voor elk lid van de Raad van beroep.

Het secretariaat van de Raad van beroep wordt verzekerd door het diensthoofd van de vergoedingen en van de studiebeurzen of door zijn afgevaardigde, die zetelen zonder stemgerechtigheid. »

Art. 7. Het artikel 6 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 6. § 1. Een Hogere Raad van vergoedingen en studiebeurzen wordt belast aan de minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap zijn mening mede te delen nopens de kwesties die het stelsel van de vergoedingen en de studiebeurzen raken, hetzij uit eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister.

§ 2. De Raad moet worden geraadpleegd :

- 1° nopens de algemene politiek inzake vergoedingen en studiebeurzen;
- 2° nopens de jaarlijks vereiste kredieten en nopens hun verdeling;
- 3° nopens de decreet en reglementontwerpen met betrekking tot deze aangelegenheden.

In deze aangelegenheden moet de Raad zich uitspreken ten laatste twee maand nadat hij in het bezit gesteld is van een meningsverzoek.

§ 3. De Raad is samengesteld uit :

- 1° vier leden en twee plaatsvervangende leden die het officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- 2° vier effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die het vrij onderwijs vertegenwoordigen;
- 3° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de ouderverenigingen van leerlingen van het officieel secundair onderwijs vertegenwoordigen;
- 4° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de ouderverenigingen van leerlingen van het vrij secundair onderwijs vertegenwoordigen;
- 5° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de studentenverenigingen van het officieel hoger onderwijs vertegenwoordigen;
- 6° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de studentenverenigingen van het vrij hoger onderwijs vertegenwoordigen;
- 7° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de beroepsverenigingen, waarvan de activiteit zich uitbreidt tot het geheel van de economische sectoren, vertegenwoordigen;
- 8° twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden die de werkeververenigingen, waarvan de activiteit zich uitbreidt tot het geheel van de economische sectoren, vertegenwoordigen.

Op voordracht van de Minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft, benoemt de Executieve van de Franse Gemeenschap de effectieve en de plaatsvervangende leden, en, onder de effectieve leden, een voorzitter en een vice-voorzitter, waarvan de ene het hoger onderwijs en de andere het secundair onderwijs vertegenwoordigt.

Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door het diensthoofd van de vergoedingen en studiebeurzen of door zijn afgevaardigde.

Het mandaat van de leden die de studentenverenigingen vertegenwoordigen duurt twee jaar; dit van de andere leden vijf jaar.

Het benoemde lid ter vervanging van een overleden of ontslagnemend lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 4. De Raad wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter, hetzij op het verzoek van de Minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft, hetzij op het verzoek van een derde van de leden. Het verzoek vermeldt nauwkeurig de dachorde.

§ 5. De Minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft, publiceert elk jaar het verslag, opgemaakt door het secretariaat van de Hogere Raad, nopens de activiteiten van de Beroepsraad, de Hogere Raad en van de dienst van vergoedingen en studiebeurzen. »

Art. 8. De tweede alinea van artikel 20 van dezelfde wet wordt ingetrokken.

Art. 9. De Minister-lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, die de vergoedingen en de studiebeurzen onder zijn bevoegdheid heeft, mag, indien zij de Franse Gemeenschap betreffen, de bepalingen van de wet van 19 juli 1971, met betrekking

op de toekenning van vergoedingen en studiebeurzen, en de bepalingen die zij uitdrukkelijk of niet uitdrukkelijk zouden hebben gewijzigd op het ogenblik dat de coördinaties zullen worden vastgesteld coördineren.

Daarom mag hij :

1° de ordelijke schikking, de nummering en, over het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de referenties wijzigen die zouden omvat zijn in de te coördineren bepalingen ten einde ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de opstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen met het oog hun overeenstemming te verzekeren en er de vaktermen van verenigingen zonder dat er inbreuk wordt gepleegd op de principes die in deze bepalingen worden ingeschreven.

Art. 10. Het artikel 4 van het decreet van 20 juli 1978 tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 met betrekking tot de toekenning van toelagen en studiebeurzen wordt ingetrokken.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de 1e september die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 4, 5 en 7, die de dag van deze bekendmaking in werking treden.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 juli 1982.

De Minister-voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister-lid,

Ph. MONFILS

De Minister-lid,

R. URBAIN

REGION WALLONNE

F. 82 — 1392

16 AOUT 1982. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant, pour l'année 1981, la répartition du Fonds d'aide exceptionnelle dit « De Solidarité »

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1981 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, notamment l'article 2, 3°, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1982 et l'article III;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation financière des communes requiert la fixation sans retard des règles de répartition pour l'année 1981, du Fonds d'aide exceptionnelle dit « de solidarité »;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Le Fonds d'aide exceptionnelle dit « de solidarité » pour l'année 1981 est scindé en deux tranches d'un montant égal.

Art. 2. § 1er. La première tranche est attribuée :

1° aux communes dont le centre public d'aide sociale gère un ou plusieurs hôpitaux;

2° aux communes membres d'une intercommunale qui gère un hôpital;

3° aux communes dont les représentants constituent la majorité du conseil d'administration d'un établissement d'utilité publique qui gère un hôpital.

§ 2. Le montant de la tranche est réparti entre les hôpitaux gérés par les organismes visés au § 1er au prorata du nombre de journées d'hospitalisation enregistrées pendant l'année 1980.

La part revenant à chaque hôpital est attribuée :

1° à la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital;

2° aux communes membres de l'intercommunale qui gère l'hôpital, au prorata du total des parts sociales libérées des communes et des centres publics d'aide sociale;

3° aux communes représentées au conseil d'administration de l'établissement d'utilité publique qui gère l'hôpital, au prorata des chiffres de la population de droit, par commune à la date du 1er janvier 1980.

Art. 3. Le montant de la deuxième tranche est réparti entre les communes dont le revenu moyen par habitant soumis, pour l'exercice 1979, à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, est inférieur à 120 000 francs.